

humanite.fr

« Olivier, imagines-tu Jaurès travailler chez Krupp ? »

Pierre Chaillan

6–8 Minuten

Charles Culoli

Avocat à la Cour, militant socialiste

Cher Olivier,

Il y a en politique des questions d'éthique qui appellent à dire ce que l'on voit autant qu'à voir ce que l'on voit.

Dire ce que l'on voit, c'est relever qu'[une porte-parole du Parti socialiste, Julie Martinez, est responsable de la protection des données pour l'entreprise de surveillance américaine Palantir](#), société fondée par Peter Thiel, magnat de la Silicon Valley et proche de Donald Trump.

Palantir est une entreprise créée avec l'appui de la CIA et mise au service d'un régime de surveillance de masse. C'est l'un des bras armés de l'hégémonie américaine et ses propres dirigeants, à l'instar d'Alexander Karp, ne cachent en rien leur volonté de « *dominer* » pour « *assurer l'avenir de l'Amérique* ».

Il faut rappeler la matrice idéologique dans laquelle s'inscrit Peter Thiel. Celui-ci se réclame d'une pensée accélérationniste, dont l'objectif assumé est de précipiter la chute des démocraties libérales pour leur

substituer un ordre autoritaire présenté comme plus « efficace ». Cette vision, qui flirte ouvertement avec une matrice fascisante, n'a rien d'une hypothèse théorique : elle se traduit dans des choix économiques, politiques et technologiques destinés à fragiliser l'État de droit et à miner la confiance des peuples européens dans leurs propres institutions.

Les logiciels développés par Palantir sont précisément l'un de ces outils antidémocratiques. Leur usage repose sur la collecte massive de données, la surveillance algorithmique et la concentration du pouvoir d'analyse au bénéfice d'appareils étatiques ou d'intérêts privés. Ce faisant, ils attaquent directement les libertés individuelles, au premier rang desquelles la protection de la vie privée.

La question ne relève pas seulement des libertés individuelles, elle touche aussi à la souveraineté nationale. Travailler pour Palantir, c'est-à-dire pour une entreprise américaine intimement liée aux services de renseignement des États-Unis, et dont le fondateur est l'un des plus proches soutiens de Donald Trump, contribue à l'asservissement technologique de la France à une Amérique trumpiste. Dans un moment où la France est confrontée à des menaces multiples d'ingérences étrangères, accepter une telle dépendance revient à désarmer volontairement notre pays.



Par ailleurs, le contrat de Palantir avec la DGSI, passé à la hâte à la suite des attentats de novembre 2015 et à défaut d'alternative française, ne

peut en rien rassurer sur les intentions de cette firme à notre égard. Tous nos haut gradés se lamentent de cette coopération forcée.

En somme, disons-le : cette entreprise a pour objectif de nous mettre sous coupe réglée.

Or, ce nous, Olivier, c'est celui de nos militants : ceux qui refusent la surveillance algorithmique sans borne, ceux qui militent pour la fin des massacres à Gaza où Palantir guide les drones israéliens, ceux qui s'opposent aux chasses aux migrants facilitées par sa technologie au service de l'administration Trump. Que le Parti socialiste, héritier d'une tradition attachée à la défense des droits fondamentaux et des contre-pouvoirs, se laisse ainsi associer à une entreprise qui incarne la négation même de ces principes, est un contresens historique et une faute politique.

Ce constat fait, il s'agit de voir ce que l'on voit : c'est-à-dire un parti politique (le nôtre) où l'on peut être nommée porte-parole malgré des accointances assumées avec une entreprise qui sape le fondement même de notre combat politique et par là même, la souveraineté de notre pays.

Bien sûr, en habiles, certains vanteront la vertu du grand écart qu'une telle dichotomie entre vie politique et vie professionnelle oblige à réaliser, allant même jusqu'à saluer la présence d'un loup parmi les moutons par amour de la nuance et de la diversité des profils qui s'engagent pour nos valeurs. Cet argument ne peut convaincre que les naïfs qui croient qu'il est possible d'être œcuménique en tout. Faire de la politique, c'est choisir un camp.

Il ne s'agit pas d'une divergence secondaire mais d'une compromission essentielle, qui brouille la ligne de front entre émancipation et soumission. Il faut avoir beaucoup d'imagination pour accepter d'être

représenté par quelqu'un qui, le jour, travaille à détricoter la maille des idées défendues le soir sur des plateaux de télévision. Accepter que cette situation perdure, c'est contribuer à rendre flou nos combats.

Si on peut aisément dire, avec Bérégovoy, qu'il est adroit de mettre de l'argent à gauche, il faut avouer qu'il est bien gauche d'accepter celui d'une telle entreprise. L'impératif de pureté partisane et les appels au fanatisme de la transparence ne sont pas un idéal désirable mais cette ascèse est à des lieux d'un simple impératif de survie : un porte-parole du Parti socialiste ne devrait pas travailler pour les adversaires du Parti socialiste.

Olivier, Julie Martinez te dira peut-être qu'elle arrive très bien à séparer le porte-parole et le porte-flingue, mais imagines-tu Jaurès travailler chez Krupp ?

C'est un camarade inquiet qui t'écrit, un inconnu du parti qui te connaît tout aussi peu qu'il ne connaît Julie Martinez. Pose-toi une seule question : le Parti socialiste peut-il confier sa voix à celles et ceux qui défendent chaque jour des intérêts contraires aux siens ? Tu dois demander sa démission à Julie Martinez : il n'y a pas d'alliance possible entre la rose et l'Amérique trumpiste.

Le journal des intelligences libres

« C'est par des informations étendues et exactes que nous voudrions donner à toutes les intelligences libres **le moyen de comprendre et de juger elles-mêmes les événements du monde.** »

Tel était « **Notre but** », comme l'écrivait Jean Jaurès dans le premier éditorial de l'Humanité.

**120 ans plus tard, il n'a pas changé.
Grâce à vous.**

Soutenez-nous ! Votre don sera défiscalisé : donner 5€ vous reviendra à 1.65€. Le prix d'un café.

[Je veux en savoir plus !](#)